

SOLIDARITÉS

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE LA SOLIDARITÉ
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Direction générale de la cohésion sociale

Service des politiques sociales
et médico-sociales

Sous-direction de l'autonomie
des personnes handicapées
et des personnes âgées

Bureau de l'insertion et de la citoyenneté

Circulaire DGCS/3B n° 2010-293 du 28 juillet 2010 relative à la campagne budgétaire des établissements et services d'aide par le travail pour l'exercice 2010

NOR : M TSA1020319C

Validée par le CNP le 23 juillet 2010 – Visa CNP 2010-178.

Date d'application : immédiate.

Catégorie : directives adressées par le ministre aux services chargés de leur application, sous réserve, le cas échéant, de l'examen particulier des situations individuelles.

Résumé : circulaire budgétaire relative à la campagne budgétaire des ESAT pour l'exercice 2010.

Mots clés : établissements et services médico-sociaux – établissements et services d'aide par le travail – ESAT – travailleurs handicapés – tarif plafond – personnes handicapées adultes – CPOM et GCSMS – actualisation.

Annexes :

Annexe I. – Modalités de répartition des enveloppes régionales limitatives 2010.

Annexe II. – Tableau de répartition régionale des places nouvelles et des dotations.

Annexe III. – Synthèse relative à l'analyse des coûts des ESAT.

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique à Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé (pour exécution) ; Monsieur le préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon (direction des affaires sanitaires et sociales [pour exécution]).

Les moyens budgétaires consacrés par l'État au financement des établissements et services d'aide par le travail et à l'aide au poste qui leur est également versée s'élèvent, pour l'exercice 2010, à 2,5 milliards d'euros.

Ces crédits sont destinés à assurer le fonctionnement des ESAT ainsi que la compensation totale des charges et des cotisations afférentes à la partie de la rémunération garantie égale à l'aide au poste mentionnée à l'article L. 243-4 du code de l'action sociale et des familles (CASF) et la compensation partielle des contributions de prévoyance et de formation professionnelle.

Dans cet ensemble, les crédits dédiés au fonctionnement des ESAT s'élèvent à 1 383 millions d'euros.

La parution au *Journal officiel* de l'arrêté définissant les dotations régionales limitatives marquera le début de la campagne budgétaire 2010 des ESAT, conformément aux dispositions de l'article L. 314-4 et du 2° du I de l'article R. 314-36 du CASF. Il vous appartiendra, dès sa parution, de lancer sans délai les campagnes de tarification des ESAT.

La présente circulaire vise à expliciter les modalités de répartition de l'enveloppe nationale et à préciser celles de mise en œuvre des tarifs plafonds 2010 dont l'arrêté, en cours de signature, doit paraître très prochainement au *JO*, afin de faciliter le déroulement de la campagne budgétaire 2010.

1. Détermination de l'enveloppe nationale et modalités de répartition dans le contexte de la poursuite de la mise en œuvre des tarifs plafonds

1.1. L'enveloppe nationale permet globalement une progression de 0,8 % de la masse salariale

L'enveloppe nationale déterminée en application de la loi de finances initiale pour 2010 s'établit à 1 383,3 millions d'euros, contre 1 359,1 millions d'euros en 2009.

Elle autorise, hors effet d'extension année pleine des places nouvelles installées en 2009, mesure nouvelle 2010 et plafonnement, une progression de 0,568 % de la base 2009.

Ce taux d'évolution global permet de couvrir, en moyenne, une progression de 0,8 % de la masse salariale en 2010, dès lors que ces dépenses représentent 71 % des dépenses des ESAT.

1.2. L'enveloppe nationale intègre l'objectif de poursuite du plan de création de places

L'enveloppe nationale 2010 tient compte de la poursuite du plan pluriannuel 2008-2012 de création de places en établissements et services pour personnes handicapées, dans un contexte où les contraintes pesant sur les finances publiques se sont accrues. Vous trouverez en annexe II le volume de places nouvelles qui vous est attribué, places qui pourront être autorisées en moyenne sur un mois en 2010 pour un coût moyen de 11 900 euros. Ce coût à la place sera toutefois différencié, afin de tenir compte des spécificités régionales (annexe II).

La répartition de ces places nouvelles s'effectuera selon une procédure déconcentrée, à l'exception des places allouées dans le cadre de la réserve nationale. La répartition régionale de places est précisée en annexe II. Elle a été arrêtée en s'appuyant sur les critères suivants :

- le taux d'équipement, dans l'objectif de permettre une harmonisation des ratios régionaux d'équipement ;
- les besoins exprimés dans le cadre des programmes interdépartementaux d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) ;
- le nombre de jeunes maintenus dans les établissements d'éducation spéciale, faute de place en ESAT ;
- le nombre des premières orientations prononcées par les MDPH permettant de déterminer le flux annuel.

Le nombre de places nouvelles d'ESAT, qui vous est attribué conformément au tableau de répartition de l'annexe II, doit être scrupuleusement respecté. En effet, chaque place nouvelle d'ESAT financée au titre du fonctionnement engendre les moyens financiers nécessaires au versement par l'État de la compensation d'une partie de la garantie de rémunération servie aux travailleurs handicapés (GRTH).

Dans ce cadre, et afin d'éviter toute insuffisance de paiement de la GRTH par l'agence de services et de paiement (ASP, ex-CNASEA), le nombre d'autorisations de places d'ESAT doit impérativement correspondre au nombre de places notifié à l'ARS (annexe II).

1.3. La poursuite de la mise en œuvre de la politique des tarifs plafonds

1.3.1. La politique initiée en 2009 visant à assurer une meilleure allocation des ressources aux ESAT par l'adoption d'un dispositif de plafonnement des tarifs est poursuivie en 2010 sur les mêmes bases que l'année passée

La fixation de tarifs plafonds vise à mieux prendre en compte la réalité des coûts des ESAT et de leurs besoins de financement afin d'adapter au mieux les dotations attribuées. Cette politique repose aussi sur la préoccupation de mieux prendre en compte la diversité de situation des ESAT quant au type de public accueilli (personnes infirmes motrices cérébrales, traumatisées crâniennes, autistes, handicapées physiques).

En application de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles, un arrêté ministériel à paraître fixera les tarifs plafonds applicables aux ESAT pour 2010.

En s'appuyant sur l'enquête annuelle réalisée auprès des DRASS, qui a permis de connaître finement la structure des coûts à la place au 31 décembre 2008 dans les ESAT, et par souci de cohérence avec les orientations et principes mis en œuvre l'année dernière, les tarifs plafonds arrêtés au titre de l'exercice 2009 sont reconduits à l'identique en 2010.

L'arrêté 2010 distingue un plafond de référence et des plafonds spécifiques majorés tenant compte de facteurs de surcoûts déterminés dans le cadre de l'enquête concernant l'accueil de certains types de public handicapé. Dans ce cadre :

- a) le tarif plafond de référence reste égal à 12 840 € par place autorisée ;
- b) pour les établissements et services d'aide par le travail qui accueillent des personnes handicapées infirmes moteurs cérébrales dans une proportion égale ou supérieure à 70 % du nombre total de personnes reçues, le tarif plafond est de 16 050 € ;

c) pour les établissements et services d'aide par le travail qui accueillent un nombre de personnes handicapées atteintes de syndrome autistique dans une proportion égale ou supérieure à 70 % du nombre total de personnes reçues, le tarif plafond est de 15 410 € ;

d) pour les établissements et services d'aide par le travail qui accueillent des personnes dont le handicap résulte d'un traumatisme crânien ou de toute autre lésion cérébrale acquise dans une proportion égale ou supérieure à 70 % du nombre total de personnes reçues, le tarif plafond est de 13 480 € ;

e) pour les établissements et services d'aide par le travail qui accueillent des personnes handicapées ayant une altération d'une ou plusieurs fonctions physiques dans une proportion égale ou supérieure à 70 % du nombre total de personnes reçues, le tarif plafond est de 13 480 € ;

f) les tarifs plafonds susmentionnés peuvent être majorés, en tant que de besoin, dans la limite de 20 % pour les départements d'outre-mer.

1.3.2. L'impact des tarifs plafonds sur le taux d'évolution des dotations régionales

Les établissements et services d'aide par le travail dont le tarif à la place constaté au 31 décembre 2009 est supérieur aux tarifs plafonds susmentionnés voient leur dotation 2009 reconduite à l'identique.

Les économies réalisées dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif, établies à partir des éléments de l'enquête remontées par les DRASS, ont été calculées pour chacune des régions. Leur prise en compte se traduit par une minoration du taux d'actualisation de l'enveloppe régionale, lequel peut donc, en global, être inférieur à 0,568 %.

2. Les modalités de tarification applicables

La situation de chaque ESAT doit être appréciée à partir de la comparaison entre le coût à la place de fonctionnement constaté au 31 décembre 2009 calculé à partir de charges nettes autorisées et les tarifs plafonds fixés pour l'exercice 2010.

Ce calcul déterminera le niveau de progression de la ressource tarifée en 2010 ainsi que la procédure budgétaire applicable.

2.1. L'impact des tarifs plafonds sur les ESAT hors CPOM se situant en dessous des plafonds

L'application de la procédure contradictoire de 60 jours à partir de la parution au *Journal officiel* de l'arrêté de dotation régionale limitative est maintenue.

Le taux d'actualisation des enveloppes régionales de ces structures est fixé à 0,8 % de la masse salariale établie sur des frais de personnel représentant 71 % des crédits dédiés aux ESAT, soit 0,568 % en masse budgétaire, sous réserve de votre analyse des propositions budgétaires des établissements, au regard notamment des coûts appliqués à des ESAT comparables et des indicateurs médico-sociaux économiques.

Le taux fixé au plan national n'a en effet pas vocation à être appliqué uniformément à l'ensemble des ESAT. Il doit s'inscrire, en application de l'article R. 314-22 du CASF, dans une analyse du caractère soutenable des propositions budgétaires faites par les structures à l'aune, d'une part, de l'enveloppe régionale limitative et, d'autre part, de l'appréciation des moyens de l'ESAT au regard des moyens accordés aux structures similaires.

Afin de prévenir tout risque de contentieux de la tarification, vous veillerez à déterminer ces orientations en application de la circulaire DGAS/SD 5B 2007 n° 412 du 21 novembre 2007 (BO n° 12 du 15 janvier 2008).

2.2. L'impact des tarifs plafonds sur les ESAT hors CPOM se situant au-dessus des plafonds

La détermination de la dotation de ces ESAT pour 2009 est reconduite à l'identique et ne donne donc pas lieu à l'application de la procédure contradictoire de 60 jours et à l'approbation des dépenses prévisionnelles.

Toutefois, bien que n'entrant pas dans une procédure formalisée, les échanges sur les perspectives budgétaires avec les gestionnaires restent souhaitables.

2.3. L'impact des tarifs plafonds sur les ESAT sous CPOM

Les ESAT ayant signé un CPOM actuellement en cours ne se voient pas assujettis aux principes posés par l'arrêté fixant les tarifs plafonds pour 2010 dès lors que les modalités d'évolution de leur dotation sont fixées contractuellement dans un cadre pluriannuel. Vous veillerez à respecter les règles de progression déterminées par vos engagements contractualisés lors de l'actualisation des tarifs de ces établissements, en application de la circulaire du 21 novembre 2007.

La poursuite de l'application de tarifs plafonds ne doit pas conduire à freiner le développement de la contractualisation, qui doit rester un axe fort de vos interventions et constitue un de vos leviers d'aide à la maîtrise des coûts à moyen terme. La contractualisation avec un gestionnaire de plusieurs ESAT peut permettre à celui-ci de mieux absorber l'impact du plafonnement des tarifs auquel pourraient être soumises ces structures.

Vous serez attentifs à prendre en compte la politique de plafonnement dans le cadre des négociations en cours ou à venir, afin que la conclusion des CPOM ne puisse être recherchée par les établissements dans le but de se soustraire durablement au plafonnement.

En l'absence de crédits spécifiques d'aide à la contractualisation en 2010, les CPOM qui pourraient être négociés ne pourront inclure des financements supplémentaires que si ceux-ci peuvent être financés par les enveloppes régionales.

Vous veillerez en conséquence à rappeler aux gestionnaires d'établissements et services que la politique de contractualisation a vocation à faire évoluer les modes de relation entre l'État et les gestionnaires publics ou privés par le passage à une approche pluriannuelle dans la gestion financière objectivée par la détermination d'objectifs contractuels dont l'état de réalisation doit être mesuré à partir d'indicateurs négociés. Vous veillerez à développer, au sein de ces contrats, les modalités d'un dialogue de gestion organisé entre les parties du contrat, et fondé notamment sur l'analyse d'indicateurs prédéterminés faisant état du degré de réalisation des objectifs négociés.

Afin de bénéficier d'une connaissance précise et actualisée de la situation des ESAT, vous serez sollicités comme chaque année au cours du dernier trimestre pour produire les données nécessaires au pilotage national de ces structures.

Vous voudrez bien me rendre compte sous le présent timbre des difficultés que vous pourriez rencontrer dans la mise en œuvre de ces instructions.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef de service,
adjoint au directeur général de la cohésion sociale,
P. DIDIER-COURBIN

ANNEXE I

MODALITÉS DE RÉPARTITION DES ENVELOPPES RÉGIONALES LIMITATIVES 2010

Les enveloppes régionales limitatives 2010 des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) sont déterminées à partir des bases reconductibles fin 2009 intégrant l'effet année pleine des places nouvelles attribuées en 2009.

Ces bases ont été revalorisées à hauteur de 0,8 % de la masse salariale établie pour l'année 2010 à 71 % de frais de personnel, soit 0,568 % en masse budgétaire, puis diminuées de l'effet obtenu dans le cadre de l'application des tarifs plafonds.

Les dotations régionales intègrent également les crédits correspondants aux places nouvelles 2010, aux contrats d'objectifs et de moyens signés au plan national ainsi qu'aux aides allouées au titre de l'action expérimentale de passerelle vers le milieu ordinaire (PASSMO) pour les quatre régions concernées (Bretagne, Île-de-France, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes).

Ainsi, en complément des crédits alloués en début d'année 2010, les crédits suivants sont attribués au financement des établissements et services d'aide par le travail (cf. annexe II) : 8 276 457 €, dont 8 168 657 € au titre de crédits reconductibles et 107 800 € de crédits non reconductibles (programme 157, action 2 hors CPER, comptes CPE 654 111 et 654 121).

a) La répartition des crédits de création de places

Comme l'année dernière, les places nouvelles autorisées en 2010 dans le cadre du plan pluriannuel de création de places en établissements et services d'aide par le travail seront financées en moyenne sur un mois. Ces places sont réparties en fonction des critères rappelés dans la circulaire ci-jointe.

Les crédits sont alloués à un coût à la place différencié selon les régions afin de poursuivre le rééquilibrage géographique des régions affichant un coût à la place très inférieur au coût national. Ainsi, les coûts à la place retenus s'échelonnent de 11 900 € pour la majorité des régions n'affichant pas ou peu de retard à 136 600 € pour les DOM afin de tenir compte du surcoût de 20 % au titre de la prime de vie chère (annexe II).

b) Le financement des contrats d'objectifs et de moyens

Tel qu'indiqué au paragraphe 2.3 de la circulaire, le taux de progression des dotations des établissements résultant d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en vigueur doit être respecté. À ce titre, 192 069 € sont alloués afin d'honorer les CPOM déjà signés (cf. annexe II).

c) Le financement des aides au titre des contrats PASSMO

La convention signée le 5 mai 2009 par l'État, l'AGEFIPH et l'APAJH a initié la mise en œuvre d'une action expérimentale de passerelle vers le milieu ordinaire (PASSMO) des travailleurs handicapés orientés et accueillis en ESAT dans les 28 départements des régions Bretagne, Île-de-France, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes. Par cette action d'appui et de mise en relation des employeurs et des ESAT, l'État entend encourager et accompagner dans la durée, l'embauche en milieu ordinaire privé de 650 travailleurs handicapés d'ESAT d'ici au 31 décembre 2011. Le coût annuel de chaque contrat est de 2 100 €, soit 175 € par mois.

En 2009, la mise en œuvre de l'action PASSMO a été ralentie par les difficultés économiques et le calendrier initialement prévu de signature de contrat s'en est vu retardé. Ainsi, seuls vingt contrats ont pu être signés en 2009. Toutefois, il apparaît, au vu des vingt-deux contrats d'ores et déjà concrétisés en début d'année, que l'exercice 2010 permettra un développement plus significatif de cette action.

À ce titre, 107 800 € de crédits non reconductibles, correspondants au financement des quarante-deux contrats signés diminué des crédits ayant pu être provisionnés en 2009 au titre de l'action PASSMO par certains départements, sont notifiés en 2010 selon la répartition régionale et départementale précisée dans le tableau ci-dessous :

| RÉGIONS DÉPARTEMENTS | NOMBRE DE CONTRATS | | | MONTANTS | FRAIS de gestion | TOTAL alloué |
|----------------------|--------------------|------|-------|----------|------------------|--------------|
| | 2009 | 2010 | Total | | | |
| Côtes-d'Armor | 1 | 3 | 4 | 6 475 | | |
| Finistère | 0 | 0 | 0 | 0 | | |

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

| RÉGIONS DÉPARTEMENTS | NOMBRE DE CONTRATS | | | MONTANTS | FRAIS de gestion | TOTAL alloué |
|----------------------|--------------------|----------|----------|---------------|------------------|---------------|
| | 2009 | 2010 | Total | | | |
| Ille-et-Vilaine | 2 | 0 | 2 | 2 800 | | |
| Morbihan | 1 | 1 | 2 | 2 975 | | |
| Bretagne | 4 | 4 | 8 | 12 250 | | 12 250 |
| Paris | | 1 | 1 | 1 925 | | |
| Seine-et-Marne | | | 0 | | | |
| Yvelines | 1 | | 1 | 2 100 | | |
| Essonne | 1 | 1 | 2 | 3 850 | | |
| Hauts-de-Seine | | 1 | 1 | 1 750 | | |
| Seine-Saint-Denis | | | 0 | | | |
| Val-de-Marne | | 1 | 1 | 1 575 | | |
| Val-d'Oise | | | 0 | | | |
| Île-de-France | 2 | 4 | 6 | 11 200 | | 11 200 |
| Ariège | | | 0 | | | |
| Aveyron | 1 | | 1 | 2 100 | | |
| Haute-Garonne | | 2 | 2 | 1 750 | | |
| Gers | | 1 | 1 | 1 575 | | |
| Lot | | | 0 | | | |
| Hautes-Pyrénées | | | 0 | | | |
| Tarn | | | 0 | | | |
| Tarn-et-Garonne | | | 0 | | | |
| Midi-Pyrénées | 1 | 3 | 4 | 5 425 | | 5 425 |
| Ain | 1 | 1 | 2 | 2 275 | | |
| Ardèche | | | 0 | | | |
| Drôme | 2 | 2 | 4 | 7 000 | | |
| Isère | 4 | | 4 | 7 875 | 35 000 | |
| Loire | | | 0 | | | |

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

| RÉGIONS DÉPARTEMENTS | NOMBRE DE CONTRATS | | | MONTANTS | FRAIS de gestion | TOTAL alloué |
|----------------------|--------------------|-----------|-----------|---------------|---------------------|-----------------|
| | 2009 | 2010 | Total | | | |
| Rhône | 6 | 6 | 12 | 23 275 | | |
| Savoie | | | 0 | | | |
| Haute-Savoie | | 2 | 2 | 3 500 | | |
| <i>Rhône-Alpes</i> | <i>13</i> | <i>11</i> | <i>24</i> | <i>43 925</i> | <i>35 000</i> | <i>78 925</i> |
| TOTAL | 20 | 22 | 42 | 72 800 | 35 000 | 107 800 |

ANNEXE 2 : TABLEAU DE RÉPARTITION RÉGIONALE DES PLACES NOUVELLES ET DES DOTATIONS - ESAT 2010

| DEPARTEMENTS ET REGIONS | No de places financées fin 2009 | Base fin 2009 (CAP MM 2009 inclus) notifiée en 01/2010 | actualisation tenant compte des tarifs pléféonds | taux budgétaire | répartition régionale des places 2010 | cout à la place 2010 sur 1 mois | Places nouvelles 2010 sur 1 mois | crédits reconductibles | crédits non reconductibles | dotations 2010 | montant alloué (2ème dotation) | Observations |
|--------------------------|---------------------------------|--|--|-----------------|---------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|------------------------|----------------------------|----------------|--------------------------------|--|
| 1 ALSACE | 3 328 | 36 814 827 | 209 108 | 0,57% | 31 | 12 300 | 31 775 | | | 37 055 710 | 240 883 | |
| 2 AQUITAINE | 5 864 | 68 997 410 | 359 645 | 0,52% | 35 | 11 900 | 34 709 | | | 69 391 764 | 394 354 | dont 10 places destinées à l'ESAT CELHAYA (64) |
| 3 AUVERGNE | 2 910 | 34 390 295 | 159 295 | 0,46% | 22 | 11 900 | 21 817 | | | 34 571 407 | 181 112 | |
| 4 BOURGOGNE | 3 136 | 36 941 994 | 207 180 | 0,56% | 20 | 11 900 | 19 833 | | | 37 169 007 | 227 013 | |
| 5 BRETAGNE | 6 200 | 73 226 433 | 390 217 | 0,53% | 74 | 11 900 | 73 383 | | 12 250 | 73 702 283 | 475 850 | dont 15 places destinées à l'ESAT de Vern sur Seiche (35) dont 15 places destinées à l'ESAT d'Hillion (22) PASSMO : 8 contrats : 12.250 € (CNR) dont CPOM ANAIS : 9 places ESAT Aubigny (18) dont CPOM ANAIS : 6 places ESAT Nogent (28) CPOM ANAIS : - 2.000 € ESAT de Charrais (28) CPOM ANAIS : - 3.772 € ESAT de Nogent (28) |
| 6 CENTRE | 4 840 | 56 664 020 | 300 614 | 0,53% | 27 | 11 900 | 26 775 | -5 772 | | 56 895 637 | 321 617 | |
| 7 CHAMPAGNE ARDENNE | 2 788 | 32 720 740 | 169 462 | 0,52% | 33 | 11 900 | 32 725 | | | 32 922 927 | 202 187 | dont 15 places destinées à l'ESAT de Charleville Mézières (08) |
| 8 CORSE | 421 | 5 102 362 | 16 183 | 0,32% | 0 | 11 900 | 0 | | | 5 118 545 | 16 183 | |
| 9 FRANCHE COMTE | 2 483 | 28 890 408 | 159 219 | 0,55% | 24 | 11 900 | 23 800 | 100 000 | | 29 173 427 | 283 019 | CPOM ADAPEI (90) : 100.000 € (CR) |
| 10 ILE DE FRANCE | 16 220 | 194 274 758 | 831 697 | 0,43% | 178 | 11 900 | 176 517 | | 11 200 | 195 294 172 | 1 019 414 | PASSMO : 6 contrats : 11.200 € (CNR) |
| 11 LANGUEDOC ROUSSILLON | 4 912 | 58 606 158 | 281 665 | 0,48% | 26 | 11 900 | 25 783 | | | 58 913 606 | 307 448 | |
| 12 LIMOUSIN | 1 892 | 22 205 181 | 121 342 | 0,55% | 10 | 11 900 | 9 917 | | | 22 336 440 | 131 259 | |
| 13 LORRAINE | 5 078 | 59 720 559 | 319 702 | 0,54% | 67 | 11 900 | 66 442 | | | 60 106 703 | 386 144 | dont 10 places destinées à l'ESAT Ban de Laveline (88) et 15 places destinées à l'ESAT de la Faisanderie (54) |
| 14 MIDI PYRENEES | 5 230 | 64 702 514 | 283 273 | 0,44% | 43 | 11 600 | 41 567 | | 5 925 | 65 032 779 | 330 265 | dont 1 place destinée à l'ESAT d'Argeles-Gazost (65) PASSMO : 4 contrats : 5.450 € (CNR) |
| 15 NORD PAS DE CALAIS | 9 246 | 112 828 270 | 595 590 | 0,53% | 60 | 11 600 | 58 000 | | | 113 481 860 | 653 590 | |
| 16 BASSE NORMANDIE | 3 643 | 40 005 207 | 227 230 | 0,57% | 21 | 12 300 | 21 525 | 30 928 | | 40 284 890 | 279 683 | dont CPOM ANAIS : 5 places ESAT St Arnoult (14) dont CPOM ANAIS : 30.928 € (CR) ESAT Domfront (61) |
| 17 HAUTE NORMANDIE | 3 385 | 39 242 176 | 203 994 | 0,52% | 37 | 11 900 | 36 692 | | | 39 482 862 | 240 686 | |
| 18 PAYS DE LOIRE | 6 481 | 75 338 909 | 409 468 | 0,54% | 43 | 11 900 | 42 642 | | | 75 991 019 | 452 110 | dont CPOM ANAIS : 9 places ESAT St Pavace (72) |
| 19 PICARDIE | 4 195 | 48 996 948 | 273 422 | 0,56% | 27 | 11 900 | 26 775 | | | 49 397 145 | 300 197 | |
| 20 POITOU CHARENTES | 3 558 | 41 348 070 | 230 344 | 0,56% | 23 | 11 900 | 22 808 | | | 41 601 222 | 253 152 | |
| 21 P A C A | 7 869 | 86 543 138 | 451 459 | 0,52% | 55 | 11 900 | 54 542 | | | 87 049 139 | 506 001 | |
| 22 RHONE ALPES | 10 852 | 126 104 168 | 669 438 | 0,53% | 67 | 11 900 | 66 442 | 66 913 | 78 925 | 126 895 886 | 881 718 | seule CPOM Ardèche (07) : 66.913 € (CR) PASSMO : 24 contrats : 78.925 € (CNR) |
| 23 GUADELLOUPE | 551 | 7 857 461 | 44 630 | 0,57% | 12 | 13 600 | 13 600 | | | 7 915 691 | 58 230 | |
| 24 MARTINIQUE | 498 | 7 103 405 | 40 347 | 0,57% | 0 | 13 600 | 0 | | | 7 143 752 | 40 347 | |
| 25 GUYANE | 169 | 2 380 113 | 13 519 | 0,57% | 0 | 13 600 | 0 | | | 2 393 632 | 13 519 | |
| 26 REUNION | 945 | 12 834 654 | 72 901 | 0,57% | 6 | 13 600 | 6 800 | | | 12 914 355 | 79 701 | |
| 27 ST PIERRE ET MIQUELON | 12 | 136 431 | 775 | 0,57% | 0 | 11 900 | 0 | | | 137 206 | 775 | |
| 28 FRANCE ENTIERE | 116 107 | 1 373 976 609 | 7 041 719 | 0,51% | 941 | | 934 869 | 192 069 | 107 800 | 1 382 253 066 | 8 276 457 | |

ANNEXE III

SYNTHÈSE RELATIVE À L'ANALYSE DES COÛTS DES ESAT

En vue du paramétrage des tarifs plafonds applicables aux ESAT, la DGCS a réalisé une enquête consistant en un bilan des comptes administratifs (CA) pour 2008. L'analyse de ces comptes administratifs a permis d'isoler plusieurs caractéristiques de coût des établissements et services d'aide par le travail (ESAT).

Une synthèse de cette exploitation est présentée ci-après. Elle a vocation à être reprise dans vos rapports d'orientation budgétaire : elle doit permettre d'étayer vos propositions de modifications budgétaires fondées sur les « coûts des établissements et services qui fournissent des prestations comparables et notamment des coûts moyens et médians [...] en vue de réduire les inégalités de dotation entre établissements et services » (R. 314-23 [6°] CASF).

1. Analyse globale des dépenses de fonctionnement des ESAT au 31 décembre 2008

Il ressort des éléments remontés un coût moyen « net » à la place au 31 décembre 2008 de 11 460 € calculé sur la base de 1 263 ESAT représentant 110 058 places.

Ce coût moyen, très proche du coût médian de 11 423 €, atteste sur le plan national d'une distribution harmonieuse des moyens alloués aux ESAT au titre de leurs dépenses de fonctionnement.

Toutefois, un paramétrage plus fin est apparu utile afin d'illustrer la diversité des coûts à la place et de permettre de repérer les paramètres de majoration des tarifs plafonds.

Le classement des ESAT en fonction de leur niveau de financement présente la situation ci-dessous :

| | COÛT « haut de décile » | NOMBRE d'ESAT concernés | EN % | NOMBRE de places par décile | COÛT moyen par décile | BASE 1 ^{er} janvier 2010 actualisation 2009 (1,15 % sur masse budgétaire) (*) |
|------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|------|-----------------------------------|-----------------------------|--|
| 1 ^{er} décile | 10 030 | 142 | 11 | 11 043 | 9 332 | 9 439 |
| 2 ^e décile | 10 586 | 125 | 10 | 10 909 | 10 376 | 10 495 |
| 3 ^e décile | 10 968 | 124 | 10 | 11 013 | 10 795 | 10 919 |
| 4 ^e décile | 11 198 | 114 | 9 | 11 005 | 11 083 | 11 210 |
| 5 ^e décile | 11 408 | 123 | 10 | 11 012 | 11 132 | 11 260 |
| 6 ^e décile | 11 684 | 119 | 9 | 10 985 | 11 546 | 11 679 |
| 7 ^e décile | 11 912 | 110 | 9 | 11 069 | 11 796 | 11 932 |
| 8 ^e décile | 12 282 | 125 | 10 | 11 008 | 12 076 | 12 215 |
| 9 ^e décile | 12 886 | 125 | 10 | 11 021 | 12 521 | 12 665 |
| 10 ^e décile | 22 977 | 156 | 12 | 10 993 | 13 942 | 14 103 |

(*) Taux d'actualisation LFI 2009.

Huit déciles sur dix affichent un coût de fonctionnement entre 9 000 € et 12 000 €, indiquant ainsi le caractère extrêmement regroupé des coûts des ESAT.

Pour mémoire, les coûts ont été actualisés, en moyenne, de 1,15 % en 2009, soit un coût moyen de 11 592 € au 31 décembre 2009.

2. La structure des coûts par statut

En terme de structure salariale, les dépenses de groupe 2 permettent d'isoler un coût moyen du poste en ESAT de 44 233 €. Il s'agit d'une moyenne globale correspondant à la structure du personnel en ESAT tenant compte de l'ensemble des personnels en ETP (administratifs, socio-éducatifs...). Le ratio d'encadrement de 0,2 reste inchangé depuis plusieurs années.

| | NOMBRE d'ESAT | PLACES | ETP | RATIO d'encadrement (en %) | COÛT moyen du poste | COÛT moyen à la place | TAILLE |
|-----------------|------------------|--------|-----------|----------------------------------|---------------------------|-----------------------------|--------|
| CCNT 1951 | 148 | 11 259 | 2 190,87 | 19,5 | 48 491 | 11 773 | 76 |
| CCNT 1966 | 1 002 | 90 135 | 17 975,12 | 19,9 | 43 996 | 11 449 | 90 |
| FPH | 55 | 4 915 | 1 121,49 | 22,8 | 40 721 | 11 211 | 89 |

| | NOMBRE d'ESAT | PLACES | ETP | RATIO d'encadrement (en %) | COÛT moyen du poste | COÛT moyen à la place | TAILLE |
|--------------|---------------|---------|--------|----------------------------|---------------------|-----------------------|--------|
| FPT | 12 | 844 | 171,23 | 20,3 | 43 109 | 11 033 | 70 |
| Autres | 46 | 2 905 | 592,99 | 20,4 | 42 638 | 11 132 | 63 |
| Tous | 1 263 | 110 058 | 22 052 | 20 | 44 233 | 11 460 | 87 |

Les résultats de l'enquête réalisée fin 2009 sur les comptes administratifs au 31 décembre 2008 permettent d'identifier une masse salariale qui se situe à 71 %.

Outre les données budgétaires et la détermination des niveaux de crédits de fonctionnement, l'enquête ESAT visait à préciser les paramètres permettant de justifier des coûts différenciés. Ce travail devait permettre de confirmer les critères servant de base aux coefficients de majoration ayant vocation à s'appliquer sur un tarif plafond servant de référence.

3. Analyse des paramètres de formation des coûts en ESAT

a) Les facteurs non significatifs de différenciation des coûts à la place

Certains paramètres ne sont pas apparus comme significatifs pour expliquer les écarts de coûts entre ESAT au terme de l'exploitation des CA 2008.

L'enquête sur les CA précitée a en effet permis d'infirmer certaines hypothèses avancées pour expliquer des surcoûts de fonctionnement.

La zone d'implantation (rurale-urbaine) ne semble ainsi pas être un facteur significatif de surcoût :

| IMPLANTATION | NOMBRE d'ESAT | PLACES | ETP | COÛT MOYEN | ÉCART à la moyenne (11 460 €) (en %) |
|---------------|---------------|--------|-----------|------------|--------------------------------------|
| Rurale | 508 | 40 849 | 8 376,28 | 11 432 | -0,24 |
| Urbaine | 703 | 64 368 | 12 697,90 | 11 453 | -0,06 |

De la même façon, le type d'activité (répétitive ou de précision) n'apparaît pas davantage discriminant :

| TYPE d'activité | NOMBRE d'ESAT | PLACES | ETP | COÛT MOYEN à la place | ÉCART à la moyenne (en %) |
|---------------------|---------------|---------|--------|-----------------------|---------------------------|
| Répétitive | 676 | 60 833 | 12 011 | 11 332 | -1,12 |
| Précision | 516 | 42 801 | 8 731 | 11 595 | 1,18 |
| Non renseigné | 71 | 6 424 | 1 309 | 11 775 | 2,75 |
| Total | 1 263 | 110 058 | 22 052 | 11 460 | |

La signature d'un CPOM n'apparaît pas non plus représenter de surcoût sur l'exercice 2008.

| NOMBRE d'ESAT sous CPOM | NOMBRE de places | COÛT MOYEN à la place | ÉCART à la moyenne (en %) | COÛT MOYEN du poste | ÉCART-MOYENNE du poste (en %) |
|-------------------------|------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|-------------------------------|
| 245 | 25 528 | 11 544 | 0,73 | 44 095 | -0,31 |

Enfin, la région d'implantation n'apparaît comme étant directement responsable d'un surcoût sur l'exercice 2008.

Sur la base des écarts d'enveloppe constatés en termes d'analyse « macro » des dépenses de fonctionnement des ESAT, des interrogations sont remontées sur l'éventuel impact des facteurs géographiques, autres que l'implantation en milieu urbain-rural. Il est apparu opportun, en conséquence, d'analyser plus précisément la situation des régions regroupant le plus grand nombre d'ESAT concernés par les tarifs plafonds.

Ces régions sont au nombre de quatre :

| RÉGION | NOMBRE d'ESAT | PLACES | COÛT MOYEN à la place (en euros) | ÉCART à la moyenne « globale » (en %) | TAILLE moyenne | RATIO d'encadrement (en %) |
|----------------------------|---------------|--------|----------------------------------|---------------------------------------|----------------|----------------------------|
| Île-de-France | 175 | 15 358 | 11 720 | 2,27 | 88 | 19,01 |
| Nord – Pas-de-Calais | 66 | 8 802 | 12 030 | 4,97 | 133 | 21,39 |
| Midi-Pyrénées | 63 | 5 163 | 11 840 | 3,31 | 82 | 22,06 |
| Corse | 4 | 422 | 11 748 | 2,51 | 106 | 18,57 |

La situation de la Corse peut être isolée compte tenu du très faible nombre d'ESAT.

Au terme de l'enquête, il apparaît que la région d'implantation ne constitue pas en tant que telle un facteur suffisant pour expliquer les écarts de dépenses de fonctionnement entre structures : les régions qui concentrent le plus grand nombre d'ESAT concernés par les tarifs plafonds ont un écart à la moyenne en ce qui concerne le coût moyen à la place relativement faible. Les facteurs explicatifs de surcoûts pour les ESAT concernés seraient plutôt salariaux (ratio d'encadrement supérieur/salaires moyens supérieurs), éléments qui ne dépendent pas de la région d'implantation de l'ESAT, mais de choix associatifs.

Au total, les écarts à la moyenne de ces régions, notamment de la région francilienne, n'apparaissent que faiblement significatifs et ne justifient *a priori* pas l'application d'un coefficient correcteur.

*b) Un facteur significatif de différenciation des coûts à la place :
les travailleurs accueillis en ESAT et le type de handicap qu'ils présentent*

Les résultats de l'enquête ont permis de préciser par établissement quels étaient les publics accueillis. Ces données ont permis d'analyser dans quelle mesure les populations accueillies peuvent constituer un paramètre explicatif des différences de coût de fonctionnement au regard du coût moyen. Les groupes homogènes de population sont les suivants : déficience intellectuelle, traumatisés crâniens, autisme, handicap sensoriel, handicap moteur, handicap psychique, épileptiques, infirmes moteurs cérébraux, autres (population non homogène). Il a été considéré un seuil de concentration d'un même type de handicap à hauteur de 70 % de la population constituait un groupe homogène.

Il ressort de ces analyses qu'en fonction des types de populations accueillies les coûts sont différents, du fait de l'encadrement plus ou moins important en quantité, mais aussi en qualification du personnel.

L'analyse des remontées d'information sur les CA 2008 concernant les populations accueillies par types de handicap n'apportant pas de modifications significatives par rapport aux éléments exposés en 2009, les tarifs plafonds majorés pour 2010 sont reproduits à l'identique :

| | |
|------------------------------|-------|
| Infirmes moteurs cérébraux : | 25 %. |
| Autistes : | 20 %. |
| Déficients moteurs : | 5 %. |
| Traumatisés crâniens : | 5 %. |